



POUR L'ÉMERGENCE D'UN DIALOGUE POLITIQUE CONCERTÉ SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS DU MALI, DE LA MAURITANIE, DU SÉNÉGAL, DU NIGER ET DU BURKINA FASO (DIAPOCO)



Bamako les 27 et 28 avril 2015
Centre Régional d'Énergie Solaire (CRES)
Avenue Modibo Keita, Badalabougou, Bamako

Atelier sous régional sur la sélection des initiatives d'exploitations familiales pour une capitalisation active

Co organisé avec la CNOP



Modérateur : Mamadou Goïta, Directeur de IRPAD

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Juin 2015

SOMMAIRE

1. RESUME	3
2. CEREMONIE D'OUVERTURE	5
3. RADIOSCOPIE DE LA PARTICIPATION	6
4. PRESENTATION DES ENJEUX TERRITORIAUX	8
4.1. ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	8
4.2. SOUVERAINETE EN MATIERE DE SEMENCES	8
4.3. VALORISATION PRODUCTIONS LOCALES ET RESSOURCES NATURELLES	8
4.4. AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL A TRAVERS DES PRIX STABLES ET REMUNERATEURS	9
4.5. AUTRES ENJEUX	9
5. PRESENTATION DES INITIATIVES	9
5.1. PROJECTION DES COURTS METRAGES	9
5.2. PREMIERS ECHANGES AUTOUR DES FILMS	11
6. SELECTION DES INITIATIVES A REPLIQUER	12
6.1. MISE EN PLACE DES GROUPES DE TRAVAIL	12
6.2. PRESENTATION DES CRITERES DE SELECTION DES INITIATIVES	12
6.3. LES TRAVAUX DE GROUPE	14
6.4. RESTITUTION DES TRAVAUX DE GROUPE	15
7. POUR LA SUITE DE L'ATELIER	16
7.1. MISE EN PLACE D'UN COMITE DE PILOTAGE DE LA REPLICATION	16
7.2. CRITERES DE SELECTION DES D'INITIATIVES PERTINENTES A REPLIQUER	16
7.3. CRITERES DE SELECTION DES ACTEURS EN CHARGE DE LA REPLICATION	17
7.4. QUELQUES PREALABLES POUR DEMARRER	17
8. VISIBILITE DE L'ATELIER	18
9. ANNEXES	19

1. Sigles et abréviations

ACORD	Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement
AcSSA	Actions pour la sécurité et la souveraineté alimentaires au Niger
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AMaiG	Association des maires du Guidimakha
AMASSA	Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire
AMPG	Association maires parlementaires Gorgol
AOPP	Association des Organisations Professionnelles Paysannes
APCAM	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
APROSSA	Association pour la Promotion de la Sécurité et de la Souveraineté Alimentaires au Burkina
AUW	Association des Usagers du Walo
BFS	Bassin du Fleuve Sénégal
CCFD	Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
CILSS	Comité Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CLCOP	Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs
CNCR	Cadre National de Concertation et de coopération des ruraux
CNOP	Coordination Nationale des Organisations Paysannes
CPF	Confédération Paysanne du Faso
COPIL	Comité de pilotage du Projet
CRES	Centre Régional d'Energie Solaire
CUCG	Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha
DIAPOCO	Pour l'émergence d'un Dialogue Politique Concerté sur la sécurité alimentaire dans les territoires transfrontaliers du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso
EF	Exploitation Familiale
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEG	Fédération des éleveurs du Gorgol
FONGIM	Forum des ONG Internationales au Mali
FONGS	Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal
GRDR	Groupe de Recherche et de réalisations pour le Développement Rural
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
IRPAD	Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OSI	Organisation de Solidarité Internationale
PDA	Politique de Développement Agricole
PFPN	Plateforme Nationale des Paysans du Niger
RHK	Réseau des horticulteurs de Kayes
SA	Sécurité Alimentaire
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle (Ambassade France)
TDR	Termes de Référence
URCAK	Union Régionale des Coopératives Agricoles de Kayes

2. Résumé

L'atelier sous régional sur la sélection des initiatives d'exploitations familiales pour une capitalisation active, tenu les 27 et 28 avril 2015 à Bamako a été ouvert par Dr Nango Dembélé, Ministre Commissaire à la Sécurité alimentaire. La modération de l'atelier a été assurée par Mamadou Goïta, Directeur de l'institut IRPAD.

L'atelier a rassemblé 54 participants venus des 5 pays d'intervention du projet. En plus des élus et Op au niveau des régions d'intervention du projet, il est noté la participation de la Direction de la planification du ministère de l'Agriculture (Niger), des OPs faitières (CPF, CNOP, PFPN, FONGS, AOPP) et de 4 radios locales.

L'atelier représente 14 heures de travail en temps plein dont : i) 05 heures de projections de courts métrages sur les initiatives portées par les acteurs locaux ; ii) 04 heures de travaux de groupe ; et iii) 06 heures de plénière.

Dès l'entame de l'atelier, il a été fait une présentation des enjeux autour desquels les initiatives présentées gravitent. Il s'agit de l'adaptation aux changements climatiques, la souveraineté en matière de semences, la valorisation productions locales et ressources naturelles et l'amélioration de la productivité du travail à travers des Prix stables et rémunérateurs.

A la suite de cela, il a été opéré à la projection de 26 courts métrages (7 à 10mn) présentant les initiatives selon le séquençage qui suit : i) Porteur et origine de l'initiative, ii) Description succincte de l'initiative, iii) principaux résultats de l'initiative ; iv) difficultés rencontrées et v) intérêt de la réplication de l'initiative. Un temps d'échange a permis de clarifier les points d'ombres pouvant subsister à la suite de la projection de film.

L'objectif de l'atelier étant de faire la sélection d'initiatives pertinentes à répliquer, les participants ont été répartis en 4 groupes pour opérer au choix des initiatives devant l'objet d'une capitalisation active. Les travaux de groupe ont été réalisés en se basant sur deux types de critères à savoir d'une part les critères principaux ou d'éligibilité des initiatives et d'autre part des critères secondaires ou de discrimination. La restitution en plénière a permis de retenir 15 initiatives susceptibles d'être répliquées.

Ce travail devra être parachevé au niveau local où il faudra valider les initiatives les plus adaptées à répliquer et choisir les acteurs en charge de la réplication. Ce travail se fera à travers la mise en place d'un comité de pilotage de la réplication qui travaillera sur la base de critères de sélection retenus au cours de cet atelier.

Il faudra retenir aussi comme préalable au démarrage de la réplication, le recalibrage des initiatives sur des chainons pertinents le cas échéant; la réalisation d'étude d'avant projet détaillé (prenant compte de l'accompagnement) et les voyages d'échanges auprès des porteurs d'initiatives retenues éventuellement.

3. Cérémonie d'ouverture

Pour la cérémonie d'ouverture le présidium était composé de :

- DrNango Dembélé, Ministre Commissaire à la Sécurité Alimentaire ;
- Florian de Jacquelot ; Chargé de mission Sahel du CCFD-Terre Solidaire ;
- Mamadou Lamine Coulibaly, Secrétaire Général de la CNOP ;
- Mohamed Haïdara, Coordinateur National de Amassa ;
- Demba Sow, Coordinateur Général du projet DIAPOCO ;



Cette cérémonie a été modérée par SoumanaKanta, Coordinateur de la CNOP. Le Secrétaire Général de la CNOP (Co organisatrice de l'événement), M. Coulibaly, a souhaité la bienvenue aux participants et à rappeler le but de l'atelier à savoir le choix des initiatives à capitaliser pour alimenter un plaidoyer politique devant favoriser un développement inclusif de l'agriculture familiale.

Dans son intervention, M. de Jacquelot, Représentant le CCFD-Terre Solidaire (chef de file du consortium) a adressé d'abord des remerciements aux bénéficiaires du projet (OP, élus) et aux partenaires du projet (Grdr, AcSSA, APROSSA et AMASSA) en renouvelant l'engagement du Chef de file du projet à mettre en œuvre tous les moyens requis pour la réussite du projet (Voir Annexe 1 pour le discours complet). Ensuite, il a rappelé que la sécurité alimentaire au Sahel est une préoccupation du CCFD-Terre Solidaire qui appuie depuis 50 ans la cause de la souveraineté alimentaire dans plus de 60 pays du monde. Puis, il a souligné que pour assurer la sécurité alimentaire, il est nécessaire de mobiliser l'ensemble des acteurs des territoires et de créer de solides alliances entre les OP faitières des pays du CILSS, car, de son point de vue, les crises alimentaires ne s'arrêtent pas aux frontières, mais sont à la fois locales, régionales, nationales, et transfrontalières voire sous régionales. Enfin, il a encouragé les Etats à prendre en compte les préoccupations à la base dans l'élaboration des politiques publiques de sécurité alimentaire.

Le Coordinateur général du projet a évoqué le rôle déterminant que tous les acteurs doivent jouer pour atteindre les objectifs et les résultats attendus du projet pour améliorer la sécurité alimentaire dans les zones transfrontalières de cinq pays concernés par le DIAPOCO (Cf. TDR de l'atelier en Annexe 2 pour plus de détails).

DrDembélé, Ministre Commissaire à la Sécurité Alimentaire, s'est félicité que la rencontre soit tenue à Bamako qui vient récemment d'abriter le 17^{ème} sommet des chefs d'état et de gouvernement du CILSS. Il a souligné l'importance de la valorisation des dynamiques de production agropastorale et la nécessité de la prise en compte des formes de résilience développée par les populations face aux différents chocs dans l'élaboration des politiques publiques en matière de sécurité alimentaire. Il a rappelé aussi que la participation des citoyens dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques est devenue une exigence incontournable. Par ailleurs, il est revenu sur l'engagement du Gouvernement Malien dans le soutien de la consolidation de la paix constituant un facteur nécessaire pour l'émergence de tout développement et d'intégration sous régionale (Mali, Mauritanie, Sénégal) et encourage le projet à œuvrer dans ce sens également. Enfin, avant de déclarer l'atelier ouvert, il a remercié les participants, les membres du consortium et partenaires financiers (Discours complet d'ouverture en annexe 3).

4. Radioscopie de la participation



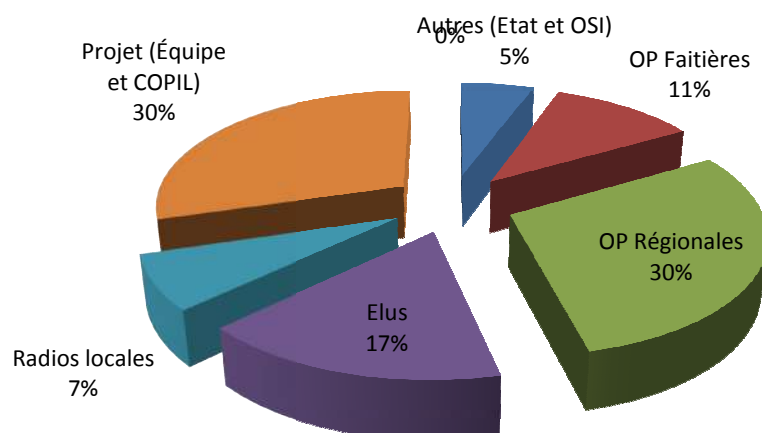
L'atelier a rassemblé 54 participants (Cf. liste de présence en Annexe 4 pour plus de détails) venus des 5 pays d'intervention du projet dont :



- 01 représentant Direction Planification du ministère de l'Agriculture (Niger) ;
- 02 ONG internationales installées au Mali (ACORD et SOS Faim);

- 06 participants (11%) provenant des OP faitières :
 - Confédération Paysanne du Faso (CPF) ;
 - Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) : 2 personnes ;
 - Plateforme Nationale des Paysans du Niger (PFPN) ;
 - Fédération Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS) ;
 - Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP).
- 16 participants (30%) issus des OP régionales ;
 - Réseau CLCOP Bakel/Kanel (Sénégal) : 3 personnes ;
 - Fédération Femmes transformatrices de céréales (Mali) ;
 - Réseau des horticulteurs de Kayes (Mali) ;
 - Coordination des Associations féminines transformatrices de céréales (Mali) ;
 - Association des Organisations Professionnelles Paysannes kayes (Mali).
 - Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha (Mauritanie) ;
 - Fédération des éleveurs du Gorgol (Mauritanie) ;
 - Association des Usagers du Walo (Mauritanie) ;
 - Groupement des Eleveurs (Burkina Faso) ;
 - Groupement des Maraîchers (Burkina Faso) ;
 - Union Régionale groupement de commercialisation céréales (Burkina Faso) ;
 - Union de la Fédération Mooriben (Niger) ;
 - Fédération TaasuBanci (Niger) ;
 - Fédération Femmes transformatrices de céréales (Niger).
- 09 élus (17%) ;
 - Un élu du Haut Conseil des collectivités (Mali) ;
 - 02 représentants d'association d'élus (Mauritanie) :
 - Association des maires du Guidimakha (AMaIG) ;
 - Association des maires et parlementaires du Gorgol (AMPG).
 - 06 élus locaux des communes de Titabé, Seytenga, Tera, Liberté Dembaya, Ballou et Dembanané.
- 04 radios locales communautaires (7%) : i) Radio Jiida (Sénégal) ; ii) radio Liptako (Niger) ; iii) radio Grand Nord (Burkina Faso) et iv) radio rurale de Kayes (Mali)
- Equipe projet (10) et comité de pilotage du projet (06) issu du consortium de mise en œuvre du projet (CCFD-Terre solidaire, Grdr, AcSSA, AMASSA et APROSSA).

Répartition de la participation entre acteurs



5. Présentation des enjeux territoriaux

Les enjeux présentés sont ceux tirés des initiatives proposées par les bénéficiaires du projet et ceux issus des travaux de groupe lors des ateliers nationaux sur les politiques publiques. Le projet s'est focalisé sur les enjeux identifiés au niveau des territoires d'intervention du projet.

5.1. Adaptation aux changements climatiques

Elle concerne i) la fertilité des sols : mise en jachère, parage, intégration agriculture/élevage, réalisation de compost, etc. ;ii) la maîtrise de l'eau : adoption de spéculations à cycle court, réalisation de retenues d'eau (cultures de décrue, pêche), irrigation pour la production du fourrage ; et iii) la gestion des ressources naturelles : aménagement des forêts communautaires et reboisement.

Cet enjeu prend en charge les problématiques suivantes:

- La réduction du couvert végétal (biomasse, pâturage);
- La réduction de la période pluvieuse couplée à cumul pluviométrique important ;
- La dégradation des sols / la baisse des crues et des épandages ;
- La modification des régimes du fleuve Sénégal et de ses affluents.

5.2. Souveraineté en matière de semences

Elle concerne les céréales (riz, sorgho, maïs), les légumineuses (arachide), et les cultures maraichères (oignon). Les problématiques prises en charge sont :

- L'érosion de la productivité des semences ;
- La perte diversité génétique (cycle de crises pluviométriques)
- L'absence de semences de qualité et la forte dépendance semencière ;
- Disponibilité tardive et le coût élevé des semences ;
- Semences non adaptées aux conditions locales (sols, isohyètes, etc.) ;

5.3. Valorisation productions locales et ressources naturelles

Il s'agit ici d'une nouvelle dimension autre que l'autoconsommation: la valorisation des productions (végétales et animales) et des ressources naturelles. L'objectif est un usage commercial se basant sur la transformation ou le stockage garantissant ainsi une plus longue durée de vie de la denrée et sa disponibilité sans effort supplémentaire de transformation.

Elle concerne i) la transformation des céréales locales (mil, maïs, sorgho, le fonio, etc.); ii) la complémentation nutritionnelle avec des oligoéléments; iii) l'allongement de la période de conservation (niébé, lait) et iv) la valorisation de ressources naturelles (gommier, balanites). Cet enjeu répond aux problématiques suivantes:

- La satisfaction des nouveaux modes alimentaires par des productions locales ;
- Les difficultés de stockage des produits périssables ;
- La réponse à une demande alimentaire de plus en plus exigeante en qualité dans un contexte de libéralisation de produits agricoles ;
- La valorisation d'abondantes ressources de la zone sahélienne (le balanites et les acacias, jujubes, pains de singe, etc.).

5.4. Amélioration productivité travail par des prix stables et rémunérateurs

La visée est ici commerciale et la recherche de profit à partir des leviers suivants:

- Exploitation de quelques niches à forte valeur ajoutée (menthe);
- Relocalisations de productions notamment fruitières (banane) ;
- Amélioration des rapports de force dans la fixation des prix (coopérative de commercialisation, warrantage) ;
- Etalement des périodes de production (maraichage sous pluie).

Cet enjeu prend en charge les problématiques suivantes:

- Génération de revenus par une activité pérenne et rentable;
- Satisfaction demande locale en rapport aux nouvelles habitudes alimentaires;
- Indépendance par rapport à la tyrannie des commerçants sur la fixation des prix ;
- Urbanisation de l'activité agricole (implication des citoyens dans la production agricole: Horticulture et Aviculture).

5.5. Autres enjeux

Actions anthropiques: Conflits dans l'utilisation des ressources: foncier, pâturages, points d'eau, zones aurifères

Sécurité des productions: Maladies, rongeurs, oiseaux, etc.

6. Présentation des initiatives

6.1. Projection des courts métrages

Au préalable, la Chargée de Capitalisation a fait un rappel de la procédure ayant permis d'aboutir à ce résultat à savoir 26 initiatives retenues pour être présentées. C'est parmi ces initiatives qu'il faudra sélectionner celles qui méritent d'être répliquées en vue de construire le plaidoyer sur les politiques publiques de sécurité alimentaire. Elle a également précisé l'option de présentation notamment à travers de petits films (courts métrages de 7 à 10 mn). Les films étant classés par enjeu.



Chaque film est accompagné d'une fiche de présentation (Cf. un exemple de fiche en Annexe 5) qui servira de support lors des travaux de groupe.

Les initiatives présentées sont indiquées dans le tableau qui suit :

Enjeux	Initiatives	Porteur	Village/Ville	Commune	Pays
Adaptation changement climatique	Sorgho Ndayeri	Cultivateur (NadyeriCissé)	Ngouronne	Gabou	Sénégal
	Agroécologie tropicale	Réseau horticulteurs Kayes	Région de Kayes		Mali
	Compostage	Fédération TaasuBanci	Département de Téra		Niger
	Agriculture et élevage	Abdoulahi Touré	Ganki	Ganki	Mauritanie
	Agroforesterie et élevage	Mamoudou Deh	Civé	TifoundéCivé	Mauritanie
	Barrage	Village et diaspora	Sabouciré	Khabou	Mauritanie
	Gestion d'une forêt villageoise	Mairie de Dori	Villages : Diomga, Selbo, Goudebo, Chekolnague		Burkina Faso
Production de semence	Production de semences locales	Groupement Mougna	Diomga	Dori	Burkina Faso
	Production de semence de base	Abderahmane Sow	Balel	Orkadiéré	Sénégal
	Production de semences locales	AOPP	Communes de Logo, KéménéTambo et Bagassi.		Mali
	Semence oignon violet de Galmi	URCAK	Kayes	Kayes	Mali
Valorisation des productions locales et des ressources naturelles	Maraichage sous pluie	Union Al Hamdoulillahi	Yatakala, Gorouol	Gorouol	Niger
	Farines fortifiées (Céréales)	Groupement Lakalkanay	Niamey	Niamey	Niger
	Transformation du fonio	CoordAsso transformatrices	Kayes	Kayes	Mali
	Conservation Niébé rouge	Groupement Fadotoobédiawdi	Seytenga	Seytenga	Burkina Faso
	Conservation du lait	Groupement SaforéSéno	Dori	Dori	Burkina Faso
	Valorisation des fruits balanites	Groupement femmes	Samba Kandji	Gouraye	Mauritanie
	Production de Banane	ModyPoulo Sow,	SanghéDiéry	Wompou	Mauritanie
	Lutte contre maladies pastorales	Union des Eleveurs	Markoye	Markoye	Burkina Faso
Productivité travail par des prix stables et rémunérateurs	Expérience du warrantage	Union Harey Bane	Tera	Tera	Niger
	Stockage et commercialisation de produits céréaliers	Fédération Association féminines Céréales	Kamankolé	Liberté Dembaya	Mali
	Production de la menthe (nana)	Femmes du village	Balel	Orkadiéré	Sénégal
	Commercialisation patate douce	M. Coulibaly	Nayé	Bélé	Sénégal
Concertation, Information, Sensibilisation	Réseau des radios de proximité	Réseau Radios de proximité	Dori	Dori	Burkina Faso
	Concertation pour la GRN	Collectivités locales de Seytenga, Falagountou, Titabé, Markoye, Higa (Brukina) et Diagourou, Gorouol, Téra et Bankilaré (Niger)			Burkina Faso
	Femmes et accès au foncier	URCAK	Cerles Kayes, Diéma, Nioro et Yélimané		Mali

6.2. Echanges autour des films

Sur la forme....,

Sur la qualité très variable des films, leur durée et les limites du travail d'analyse. Initialement, les porteurs d'initiatives devraient venir pour témoigner et présenter leurs actions. Pour des raisons budgétaires, de gestion du temps de l'atelier et de pertinence, il a été retenu de produire des films. Cette option a des limites, car tous les éléments d'analyse (par exemple les conditions de réplique dans un autre contexte) ne peuvent pas ressortir dans les films. Les films ont été réalisés par des amateurs avec environ 60.000 Fcfa le prix moyen de production/ montage par initiative. Les films ont été réalisés dans une période d'un mois ne permettant pas ainsi de faire ressortir tout le processus.

L'origine du financement de l'initiative (fonds propres, bailleurs de fonds) n'est pas un obstacle dans le choix, ce qui est important c'est l'objet de l'initiative, le fait qu'il renforce l'exploitation familiale, si elle est financée par un partenaire ou portée par une collectivité l'essentiel c'est qu'elle permet de porter le plaidoyer qui puisse aboutir à terme un impact réel sur la sécurité alimentaire des ménages.

En sus, il a été déploré l'absence de données chiffrées relatives à la rentabilité des initiatives et à leurs coûts de réplique. Les participants ont émis le souhait de recevoir les fiches de présentation à temps pour mieux comprendre les initiatives afin de faciliter le travail de sélection demandé le lendemain.

Il a été rappelé que l'agriculture familiale est un ensemble d'activités portées par les familles, les individus, ou les OP et ayant pour but essentiel de nourrir la famille. Les surplus pouvant être vendus pour subvenir aux autres besoins de la famille.

...sur le fond

Les échanges ont porté sur la clarification des aspects suivants :

- Les raisons des cultures fourragères et les liens avec la sécurité alimentaire;
- L'agro écologie et la pulvérisation de bio pesticides (neem, ail, piment) ;
- Le compostage avec la question du manque d'eau ;
- Les barrages (retenue d'eau), la pisciculture et les marchés d'écoulement ;
- L'accès au foncier des femmes et quel appui des collectivités locales;
- Les similitudes et divergences entre codes fonciers des pays d'intervention ;
- Le marché d'écoulement de l'huile de balanites ;
- Les semences locales et actions de la communauté ;
- Les bons résultats du warrantage dans le sud mauritanien ;
- La valorisation de la médecine traditionnelle (cas de péripneumonie bovine) ;
- Le mode d'émergence de l'initiative de commercialisation de la patate douce ;
- Le maraichage en période hivernale ;
- Ressortir les contraintes et les défis qui nécessitent de faire des plaidoyers ;
- La qualité des produits des exploitations familiales pour être compétitifs aux niveaux local et international.

Les échanges ont été approfondis au niveau des travaux de groupe pour le choix des initiatives à répliquer.

7. Sélection des initiatives à répliquer

7.1. Mise en place des groupes de travail

Pour un choix des initiatives pertinentes à répliquer, le projet a opté pour des travaux de groupes pour une sélection pointue permettant à l'ensemble des participants d'y intervenir avec plus de facilité (Cf. liste des membres des groupes de travail en Annexe 6 pour plus de détails). Chaque groupe compte en moyenne 11 personnes.

Groupe	Enjeux
Groupe 1	Adaptation changement climatique
Groupe 2	Production de semence
Groupe 3	Valorisation des productions locales et des ressources naturelles
Groupe 4	Amélioration de la productivité du travail à travers des prix stables et rémunérateurs
	Concertation, Information, Sensibilisation

7.2. Présentation des critères de sélection des initiatives

Il a été retenu et validé deux types de critères de sélection. Il s'agit de critères qui ont fait l'objet d'échange au travers des différents ateliers nationaux.

7.2.1. Critères principaux ou d'éligibilité des initiatives :

Prise en compte des enjeux de territoire /Dimension politique

À travers ce critère, il importe que l'initiative réponde à des besoins réels des populations. Elle devra prendre en charge des contraintes auxquelles sont confrontées les populations. Cette action devra avoir une dimension politique. Autrement dit, l'initiative devra répondre à une problématique d'ordre global et proposer des solutions pouvant servir de base à des recommandations d'ordre politique.

Portage par des exploitations agricoles familiales (main d'œuvre familiale)

Il s'agit ici d'initiatives portées par des ménages ruraux fortement dépendants d'activités agricoles et assez vulnérables. Il s'agit de ménage dont les principaux actifs de la famille en terme de main d'œuvre se consacrent essentiellement à l'activité agricole (au sens large du terme) avec un niveau de prise de décision collectif. À travers ce critère le projet DIAPOCO tient à se démarquer de toute action visant en premier lieu l'agrobusiness qu'il soit l'objet de capitaux étrangers que de privés nationaux.

Dimension alimentaire

Les initiatives à retenir et à répliquer devront avoir comme fonction principale la fourniture d'aliments destinés à la consommation humaine. Elle peut être également une initiative n'ayant pas une fonction alimentaire principale, mais qui a une fonction

levier par rapport à beaucoup d'autres mêmes initiatives du premier type. Les produits de ces initiatives auront une fonction nourricière pour le groupe, pour la famille et la communauté. Elles contribuent à l'alimentation des populations et à la sécurité alimentaire des ménages. Cette dimension exclue la production d'agro carburants du champ d'intervention du projet.

Valorisation des ressources du territoire

L'initiative qui retiendra l'attention du projet est celle qui permet de mettre en valeurs les potentialités de la zone d'intervention aussi bien en matière de facteurs de production que des ressources humaines en question. Parmi ces ressources figurent les sols, le réseau hydrographique, la biomasse (herbes et arbres). L'accent est mis ici sur la valorisation de ce que la zone dispose en abondance nécessitant de ce fait de faibles charges d'approvisionnement assez faibles. Sur le plan des ressources humaines, le projet vise des initiatives favorisant la création d'emploi local d'une part et la mise à profit d'une demande locale solvable d'autre part.

Le projet opte pour une valorisation des ressources du territoire en opposition à une importation des ressources indispensables à la mise en œuvre de l'initiative.

7.2.2. Critères secondaires ou de discrimination

Durabilité économique, sociale et environnementale

Au-delà de la rentabilité financière spécifiquement destinée à l'exploitation elle-même, l'initiative devra dans la durée assurer une durabilité économique. En d'autres termes, elle devra favoriser de manière systémique des revenus à la communauté à travers un certain nombre de consommations intermédiaires au profit de l'exploitation en provenance de la communauté. Par ailleurs les ressources créées devront permettre de développer un tissu économique local (emplois et AGR) viable en amont et aval de l'activité économique portée par l'exploitation agricole familiale.

La durabilité sociale est relative à la prise en compte des réalités socioculturelles, à la réduction des inégalités sociales et au renforcement de la cohésion sociale. La durabilité environnementale est relative à la gestion judicieuse des facteurs de production (eau, terre, cheptel, pâturages, arbres, etc.) notamment en ne remettant pas en cause leur capacité de renouvellement et prise en compte des besoins des générations futures.

Faisabilité de la réplication

Ce critère fait allusion à deux questions spécifiques. Il s'agit d'une part de la disponibilité intrinsèque de l'initiative à être répliquée. En d'autres termes, est-ce que le temps de réplication tient dans la durée du projet : cela concerne des activités à cycle long, mais également des initiatives qui sont le fruit d'un long processus historique et sociologique. D'autre part, il y a le contexte de réplication. En effet, pour chaque réplication d'initiative, il y a lieu de vérifier si les conditions de réplication (par exemple typologie des sols, existence de marchés, d'infrastructures marchandes, etc.) peuvent être remplies. Cette double vérification "contenant" et "contenu" permet de conclure sur la faisabilité de la réplication.

Marge d'innovation

Ce critère marque la vitalité de l'initiative, sa capacité à être améliorée de manière spécifique en matière de développement de produit (créativité et labellisation), d'effet multiplicateur dans une filière économique. Cette vitalité concerne également la capacité à gagner de nouvelles parts de marchés ou plus simplement à satisfaire une demande potentielle existante et non satisfaite. Une attention particulière sera accordée au fait que cette marge d'innovation ne devrait pas se traduire par un engorgement du marché au point d'occasionner l'extinction de ce type d'initiative (c'est l'exemple des cabines téléphoniques en Afrique de l'Ouest).

Conformité aux législations des pays d'intervention

Suffisamment explicite, ce critère implique le caractère légal de l'activité à transférer en fonction des législations du pays d'accueil.

7.3. Les travaux de groupe

Les groupes ainsi constitués ont travaillé sur les initiatives (en fonction des enjeux) afin d'effectuer un choix basé sur les critères de sélection validés en plénière. Ce travail a pris 3h30mn d'horloge.

Groupe 1



Groupe 2



Groupe 3



Groupe 4



7.4. Restitution des travaux de groupe

La restitution des travaux de groupe s'est faite en plénière. Le tableau qui suit donne le déroulement de la restitution.

Gp	Enjeux	Président	Rapporteur	Produit
1	Adaptation changement climatique	Mme Diallo Founé Konté (FédAssoFém Céréales)	Idrissa Diarra (Radio Jida)	Annexe 7
2	Production de semence	Ousmane Bah (Grpt Eleveur)	Issaga Magassa (RHK)	Annexe 8
3	Valorisation des productions locales et des ressources naturelles	Mar Ngom (FONGS)	Moussa Diakité (CUCG)	Annexe 9
4	Amélioration de la productivité du travail à travers des prix stables et rémunérateurs	Bakary Koita (AMPG)	Yacouba Kanazoe (CPF)	Annexe 10
	Concertation, Information, Sensibilisation			

A la lumière des différentes présentations et échanges, 15 initiatives ont été finalement priorisées et retenues pour servir de base de réplication. Il s'agit de :

Enjeux	Initiatives	Pays
Adaptation changement climatique	Sorgho Ndayery	Sénégal
	Agroécologie tropicale	Mali
	Compostage	Niger
	Agriculture et élevage	Mauritanie
	Agroforesterie et élevage	Mauritanie
Production de semence	Production de semences locales	Burkina Faso
	Production de semence de base	Sénégal
Valorisation des productions locales et des ressources naturelles	Maraichage sous pluie	Niger
	Farines fortifiées (Céréales)	Niger
	Transformation du fonio	Mali
	Conservation Niébé rouge	Burkina Faso
Amélioration de la productivité du travail à travers des prix stables et rémunérateurs	Expérience du warrantage	Niger
	Stockage et commercialisation de produits céréaliers	Mali
Concertation, information, sensibilisation	Concertation pour la GRN	Burkina Faso
	Femmes et accès au foncier	Mali

8. Pour la suite de l'atelier

De manière concrète, il s'agira au niveau des régions d'intervention de valider les initiatives les plus adaptées à répliquer et choisir les acteurs en charge de la réplication. Ce travail se fera en quatre (4) étapes.

8.1. Mise en place d'un comité de pilotage de la réplication

Echelle: Région d'intervention du projet dans chaque pays

Composition: Groupes cibles(OP, élus), Représentants des services techniques de l'état et l'équipe du projet.

Missions:

- Sélection des types d'initiatives pertinents à répliquer en fonction des enjeux locaux;
- Détermination du nombre de réplication à faire en fonction des capacités financières et de suivi du projet;
- Choix des acteurs en charge de la réplication;
- Mobilisation des acteurs locaux autour de la réplication.

8.2. Critères de sélection des d'initiatives pertinentes à répliquer

- Conformité aux enjeux locaux (actualisation et territorialisation des enjeux);
- Existence de conditions préalables (environnement économique, social, marchés, législation, etc.);
- Consensus du comité de réplication.

8.3. Critères de sélection des acteurs en charge de la réplication

- Pour les exploitations familiales:
 - Avoir comme activité principale l'agriculture familiale;
 - Avoir la passion de l'activité (reconnu comme tel par plusieurs acteurs);
 - Être disposé à réaliser la réplication (disponibilité pour le projet et pour le processus de capitalisation: déplacement, avantage linguistique, remplissage des fiches de suivi);
 - Participation au financement de la réplication à hauteur de d'un pourcentage laissé à l'appréciation de l'équipe du projet et du comité de réplication.
- Pour les collectivités locales:
 - Avoir la volonté politique traduite dans le budget de la CL pour participer à la réplication;
 - Avoir un cadre de concertation locale impliquant la société civile agricole

8.4. Quelques préalables pour démarrer

- Recalibrage des initiatives sur des chaînons pertinents le cas échéant (une partie de l'initiative complète peut être répliquée si elle reste viable);
- Réalisation d'étude d'avant-projet détaillé (prenant compte de l'accompagnement)
- Voyage d'échanges auprès des porteurs d'initiatives retenues. Les frais d'organisation des voyages d'échange sont à la charge des acteurs en charge de la réplication.

9. Visibilité de l'atelier

Journaux : La Une du principal Quotidien du Mali "Essor" du 27 avril 2015



32')

Télé : Dans la principale édition de l'ORTM du 27 avril 2015 à 20h



Presse en ligne

<http://www.essor.ml/lutte-contre-linsecurite-alimentaire-des-initiatives-locales-a-lapproche-sous-regionale.html>

<http://www.journaldumali.com/article.php?aid=10170>

<http://notrenation.com/?Securite-alimentaire-dans-le-Sahel>

<http://radio-jiida.com/archives/907>

10. Annexes

Annexe 1 : Discours du Chargé de mission Sahel du CCFD-Terre Solidaire

Annexe 2 : Termes de références de l'atelier sous régional

Annexe 3 : Discours d'ouverture du Ministre Commissaire à la Sécurité alimentaire

Annexe 4 : Liste de présence

Annexe 5 : Exemple de fiche de présentation en travaux de groupe

Annexe 6 : Composition des groupes de travail

Annexe 7 : Rapport du Groupe de travail n° 1

Annexe 8 : Rapport du Groupe de travail n° 2

Annexe 9 : Rapport du Groupe de travail n° 3

Annexe 10 : Rapport du Groupe de travail n° 4

Annexe 1 : Discours du Chargé de mission Sahel du CCFD-Terre Solidaire

Monsieur le Ministre Commissaire à la sécurité alimentaire

Monsieur le président de la CNOP,

Monsieur le coordinateur Général du projet,

Monsieur le coordinateur d'AMASSA,

Mesdames, messieurs les élus des collectivités territoriales,

Mesdames, messieurs les représentants des OP,

Honorables invités,

Mesdames, messieurs,

C'est avec une immense joie et une grande fierté, que je m'adresse à vous à l'occasion de ce premier atelier sous régional du Projet pour l'émergence d'un Dialogue Politique concertés sur la sécurité alimentaire dans les territoires transfrontaliers du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso,

Je souhaite, en cette circonstance, remercier au nom du CCFD – Terre Solidaire, les responsables de la CNOP, le Grdr et Amassa pour l'organisation de cet atelier.

Notre objectif ensemble pendant ses deux jours va être la sélection des initiatives d'exploitations familiales pour une capitalisation et une duplication active. C'est l'aboutissement d'un premier travail de capitalisation réalisé par les équipes terrains auprès des initiatives innovantes que vous portez sur le terrain.

Ce premier atelier sous régional est également une opportunité et un moyen pour créer des liens forts entre vous afin de défendre vos territoires et valoriser les dynamiques transfrontalières qu'elles soient sociales, culturelles, économiques ou politiques.

Honorables invités,

Je voulais rappeler l'engagement du CCFD – terre solidaire auprès des sociétés civiles des pays du Sud depuis 50 ans. Ainsi, notre mission de solidarité internationale se vit à travers un appui à plus de 450 partenaires (ONG, Organisations paysannes, mouvements sociaux) dans 60 pays.

La souveraineté alimentaire, qui nous mobilise tous, reste pour le CCFD – Terre Solidaire l'enjeu principale auprès de nos partenaires, tout particulièrement auprès des populations du Sahel.

Je voulais ainsi remercier les partenaires du dévouement et du sérieux qu'ils peuvent mettre dans la réalisation de leur action auprès des populations les plus vulnérables. Notre principe d'appui aux partenaires « ne pas faire nous –même, mais bien soutenir nos partenaires locaux et nationaux à faire » s'inscrit pleinement dans un souci d'efficacité mais également de respect.

Enfin, je voulais renouveler notre confiance et notre engagement auprès de nos partenaires qui agissent au Sahel : le Grdr, Afrique Verte International et ses membres grâce à qui nous sommes rassemblés aujourd'hui, et aussi tous nos

partenaires des organisations paysannes : l'AOPP, le RHK, la Fongs, et la fédération Mooriben, ainsi que d'autres que nous avons pu appuyer dans le temps.

Mesdames, messieurs des délégations du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso

Je voulais vous remercier de votre venue jusqu'ici à Bamako et du courage pour ce long trajet et rappeler l'importance de vous voir ici pour le projet DIAPOCO participer à ces échanges sur les initiatives portés par les exploitations familiales.

Comme vous le savez tous, les crises alimentaires ne s'arrêtent pas hélas encore aux frontières des pays comme vous avez pu le faire pendant votre trajet.

La démarche du projet qui est de travailler à différentes échelles, communales, régionales, et transfrontalière, loin des capitales et centres de décision nous a paru importante. En effet, mobiliser et accompagner les acteurs, qu'ils soient agriculteurs, pasteurs, transformatrices, élus d'organisations rurales ou des collectivités locales est au cœur de processus de renforcement voulue par le DIAPOCO afin qu'ils puissent définir et porter leur problématique. Ainsi, cet atelier se veut comme une première rencontre pour ces construire ces alliances entre ses territoires

Nous sommes donc convaincus que des relations fructueuses d'alliance se tisseront entre les acteurs des territoires pour assurer un meilleur portage politique des enjeux transfrontaliers de sécurité alimentaire et de développement rural auprès de leurs organisations faitières et des ministères.

Monsieur le secrétaire général, mesdames messieurs les représentants des organisations de producteurs,

Je voulais saluer votre engagement et vos efforts dans le dur labeur qu'est l'élaboration et l'opérationnalisation des politiques publiques de sécurité alimentaire et de développement rurale pour protéger et promouvoir les agricultures familiales de vos pays.

Les exploitations familiales ont besoin de cadre politique et de programmes pour évoluer et assurer leur fonction principale nourricière. Mais ces politiques et programmes ont également besoin de se nourrir de leur base afin de proposer les meilleurs solutions. Ainsi, aujourd'hui et demain, nous allons échanger autour des exploitations familiales qui se transforment et innovent pour améliorer leurs performances et ainsi, la sécurité alimentaire de leur territoire. Cet atelier sera donc basé sur un partage d'expérience entre acteurs à la base et sur des échanges autour des initiatives qu'ils portent afin de sélectionner celle qui répondent le plus aux enjeux actuels. Ce processus témoigne de notre volonté d'avoir un processus large et inclusif pour le choix des initiatives que le projet pourra appuyer.

C'est avec l'espoir de voir cette expérience se pérenniser, que je souhaite pleins succès à ce premier atelier sous régional du Diapoco !

Annexe 2 : Termes de références de l'atelier sous régional



POUR L'ÉMERGENCE D'UN DIALOGUE POLITIQUE CONCERTÉ SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS DU MALI, DE LA MAURITANIE, DU SÉNÉGAL, DU NIGER ET DU BURKINA FASO (DIAPOCO)

Atelier sous régional sur la sélection des initiatives d'exploitations familiales pour une capitalisation active

Bamako les 27 et 28 avril 2015

**Centre Régional d'Energie Solaire (CRES)
Avenue Modibo Keita, Badalabougou, Bamako**

Co organisé avec la CNOP



TERMES DE RÉFÉRENCE

1. Contexte et justification

DIAPOCO se focalise sur des zones transfrontalières entre le Sénégal, la Mauritanie, le Mali d'une part et le Niger et le Burkina Faso d'autre part, qui ont été en état d'insécurité alimentaire sévère en 2012. Il s'agit de régions rurales à plus de 80% dominées par une agriculture familiale, combinant céréaliculture pluviale, élevage (petits ruminants, bovins), maraîchage et activités extra-agricoles (transformation, petit commerce). La position transfrontalière confère à ces pays un rôle clé dans la sécurité alimentaire sous régionale. La mobilité humaine et animale constitue de fait un élément central des stratégies de résilience développées par les familles pour sécuriser leur alimentation.

L'ampleur et la fréquence des crises alimentaires au Sahel font que la sécurité alimentaire d'un pays ne peut pas être assurée uniquement dans les limites de ses frontières. Les échanges transfrontaliers et sous régionaux sont aujourd'hui nécessaires pour faciliter la disponibilité en alimentation en fonction des zones de productions et ainsi assurer la sécurité alimentaire des populations.

C'est cette dimension que ce projet se propose de développer à travers la multiplication d'échanges et expérimentations entre OP et élus locaux à travers l'amélioration de la production des exploitations familiales agropastorales, la diversification de la consommation alimentaire des ménages vulnérables et la création d'alliances au sein de ces zones en construisant un argumentaire basé sur les réalités (enjeux face aux politiques publiques, initiatives locales réussies) afin de mener un plaidoyer nécessaire à la prise en compte de solutions adaptées à ces zones transfrontalières.

Le projet a pour objectif de renforcer les capacités des OP, leurs membres et des élus des locaux pour contribuer à améliorer la sécurité alimentaire en zones transfrontalières sahéniennes enclavées de 5 pays du CILSS (Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso). Et de façon spécifique il vise à valoriser les dynamiques locales de production, transformation et commercialisation des ressources agropastorales pour contribuer à l'émergence d'une gouvernance inclusive des politiques publiques de prévention de l'insécurité alimentaire dans 4 zones transfrontalières sahéniennes.

Ce projet est mis en œuvre par un consortium : CCFD-Terre Solidaire (chef de file) ; Grdr ; AcSSA – Afrique Verte Niger ; APROSSA - Afrique Verte Burkina et AMASSA – Afrique Verte Mali.

Dans le cadre de ce projet, il est prévu de capitaliser les expériences menées par les OP en matière de gouvernance territoriale, de production, de transformation et de commercialisation de produits agropastoraux. Pour ce faire, il a été réalisé de concert avec les bénéficiaires un recensement des initiatives menées par ces

derniers et une première appréciation de ces initiatives lors des ateliers nationaux (février et mars 2015) dans les cinq pays.

Pour un choix définitif des initiatives devant faire l'objet d'une réplique, il est prévu d'organiser un atelier sous régional regroupant les acteurs des 5 pays d'intervention du projet.

Les présents TDR fixent les objectifs et résultats de l'atelier ainsi que les modalités d'organisation.

2. Objectifs et résultats attendus

Dans l'optique de renforcer les capacités de dialogue des acteurs locaux (élus des collectivités territoriales et paysans) avec les pouvoirs publics, le projet s'appuie sur deux piliers à savoir :

- i) une analyse critique des politiques publiques, et ;
- ii) la formulation d'un plaidoyer basé sur la réalité des agricultures familiales et l'expérience des OP et collectivités locales en termes de réponses pour la sécurité alimentaire de leurs territoires.

L'objectif de l'atelier est d'être un espace d'échange et de valorisation d'expériences des exploitations familiales en matière de sécurité alimentaire. Ce sera aussi l'occasion pour ces dernières de communiquer entre-elles et avec d'autres partenaires. Ce premier atelier transnational constituera une opportunité pour les acteurs des deux zones transfrontalières (BFS et Niger/BF) de mieux se connaître et développer des liens plus étroits entre OP, faïtières et réseaux sous régionaux.

Les résultats attendus de cet atelier sont :

- Détermination d'enjeux prioritaires communs aux EF des 5 pays d'intervention ;
- Une grille de sélection/notation consensuelle des performances des exploitations familiales, au regard des enjeux prioritaires retenus, validée ;
- Prise de conscience par les communautés cibles de la nécessité d'ancrer le plaidoyer sur la réalité des exploitations familiales ;
- Rapprochement entre OP de base et faïtières nationales ;
- Choix des initiatives pertinentes à répliquer ;
- Définition des critères de choix des exploitations familiales en charge des répliques.

Pour rappel l'objectif de cette réplique est d'identifier les facteurs favorisant ou défavorisant la viabilité des agricultures familiales.

3. Contenu de l'atelier et produits attendus

En matière de contenu, les 4 grandes parties qui suivent sont retenues :

- Présentation et validation de la grille de sélection/notation des initiatives à répliquer ;
- Présentation des initiatives pertinentes retenues ;
- Choix des initiatives pertinentes à répliquer sur le terrain ;
- Détermination des critères de sélection des bénéficiaires des initiatives à répliquer et définition des rôles des parties prenantes du projet dans le processus de réplication.

A l'issue de cet atelier il est attendu les produits suivants : i) un compte rendu de l'atelier et ii) des initiatives répondant aux critères de réplication retenus dans la limite du budget.

4. Participants

L'atelier regroupera 60 participants essentiellement les leaders et membres des organisations de producteurs notamment ainsi que des élus locaux :

- 05 représentants des ministères des différents pays d'intervention du projet
- 10 élus locaux des communes bénéficiaires du projet ;
- 05 OPs faitières nationales (CNOP, PFPN, CPF, CNCR et FONGS)
- 18 membres d'OP locales ;
- 01 Membre Cluster SA (FAO) ;
- 02 OSI Membres du FONGIM (SOS Faim, ACORD)
- 12 membres de l'équipe de mise en œuvre du projet ;
- 03 membres du comité de pilotage du projet ;
- 04 représentants des médias locaux.

5. Lieu et dates

L'atelier aura lieu du 27 au 28 avril 2015 au Centre Régional d'Energie Solaire (CRES), Avenue Modibo Keita, Badalabougou, Bamako.

6. Programme indicatif

Horaires	Activités
Dimanche 26 avril 2015	
15h00-18h30	Arrivée des participants
18h30-19h30	Repos
19h30-21h30	Diner d'accueil
Lundi 27 avril 2015	
08h30-09h00	Accueil des participants
09h00-09h30	Présentation du programme et des résultats attendus de l'atelier
09h30-10h15	Cérémonie d'ouverture / Par le Ministre du Développement Rural du Mali.
10h15-10h30	Pause Café
10h30-11h30	Présentation des résultats des ateliers nationaux : enjeux prioritaires retenus Débats
11h30-13h30	Présentation des initiatives (8 initiatives) : présentation générale suivie de projection de film sur les initiatives
13h30-15h00	Pause Déjeuner
15h00-18h00	Présentation des initiatives suite (12 initiatives) : présentation générale suivie de projection de film sur les initiatives
18h00	Fin de la journée
Mardi 28 avril 2015	
08h30-09h15	Présentation, échanges et validation de la grille de sélection/notation des initiatives pertinentes à répliquer. Organisation des travaux de groupe selon les enjeux prioritaires retenus.
09h15-11h00	Présélection des initiatives par type d'enjeu et sur la base d'une grille de notation en travaux de groupe
11h00-11h30	Pause Café
11h30-13h30	Restitution des travaux de groupe Sélection définitive des initiatives à répliquer.
13h30-15h00	Pause Déjeuner
15h00-16h00	Sélection définitive des initiatives à répliquer (suite et fin)
16h00-18h00	Présentation, échanges et validation des critères de sélection des types d'exploitation familiale devant assurer la réplification des initiatives retenues.
18h00	Fin de la deuxième journée de travail/ Fin des travaux de l'atelier
Mercredi 29 avril 2015	
	Retour des participants

Annexe 3 : Discours d'ouverture du Ministre Commissaire à la Sécurité alimentaire

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

REPUBLIQUE DU MALI

-----Un Peuple - Un But - Une Foi

SECRETARIAT GENERAL

**PROJET DE DISCOURS DU MINISTRE
DU DEVELOPPEMENT RURAL A L'OUVERTURE DE
L'ATELIER SOUS REGIONAL SUR LA SELECTION DES
INITIATIVES D'EXPLOITATIONS FAMILIALES POUR UNE
CAPITALISATION ACTIVE**

Bamako, le 27 avril 2015

- Monsieur le Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali;
- Monsieur le Président de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP);
- Monsieur le Représentant de l'Agence Française de Développement;
- Monsieur le Chef du SCAC ;
- Messieurs les Maires ;
- Mesdames, Messieurs les Représentants des services techniques ;
- Monsieur le Coordinateur du projet DIAPOCO ;
- Monsieur les Représentants des Organisations de solidarité Internationale ;
- Monsieur le Coordinateur national de l'Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire AMASSA- Afrique Verte Mali ;
- Monsieur le Représentant du CCFD ;
- Mesdames, Messieurs, les Représentants des Organisations paysannes ;
- Mesdames, Messieurs, les élus locaux et nationaux ;
- Honorables invités, en vos rangs et qualités ;
- Chers participants ;
- Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à tous les participants venus des pays voisins et amis, en terre africaine du Mali.

AwBissimilah.

C'est pour moi un grand plaisir de procéder à l'ouverture de cet atelier sous régional de valorisation d'initiatives portées par les acteurs locaux, à savoir, les organisations paysannes et élus locaux.

Ces initiatives sont d'autant plus pertinentes, qu'elles répondent à des enjeux locaux cruciaux de 5 pays du CILSS (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal).

C'est également un honneur pour le Mali, aujourd'hui encore, d'être le trait d'union entre les peuples du Sahel (du liptako au bassin du fleuve Sénégal) pour la lutte contre l'insécurité alimentaire. En guise de rappel, il y'a juste 2 semaines que s'est tenue ici à Bamako la 17^{ème} conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement du CILSS. Pour rappel.

La tenue du présent atelier s'inscrit dans le Cadre Stratégique de Sécurité Alimentaire Durable du CILSS qui oriente l'élaboration de politiques publiques opérationnelles de sécurité alimentaire dans les pays membres et favorise la coopération et l'intégration régionale en permettant les synergies entre les différents acteurs.

Mesdames, Messieurs,

Le projet qui nous réunit ce jour, à savoir, le projet *“Pour l’émergence d’un dialogue politique concerté sur la sécurité alimentaire dans les territoires transfrontaliers du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso”* ou projet DIAPOCO, a pour objectif de valoriser les dynamiques locales de production, transformation et commercialisation des ressources agro-pastorales pour contribuer à l’émergence d’une gouvernance inclusive des politiques publiques de prévention de l’insécurité alimentaire dans quatre zones transfrontalières sahéliennes.

Autrement dit, ce projet cherche à résoudre une équation d’apparence simple : Comment définir les politiques publiques agropastorales à travers la mise en valeur de ce que l’on sait faire dans nos villes et villages? D’approche facile a priori, sa complexité se mesure à la réalité des politiques en cours en Afrique. En effet, l’implication des mouvements paysans dans les processus de définition des politiques est récente et reste perfectible notamment dans sa dimension de participation et de mobilisation locale des forces vives dans les campagnes.

Ce challenge de contribuer à la résolution de cette interrogation ne nous surprend pas au regard de la fine connaissance et la constance capitalisées par ces initiateurs en Afrique de l’Ouest. Il s’agit du consortium composé du CCFD-Terre solidaire (plus de 50 ans) ; du Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement-Grdr (plus de 40 ans) et des actions Afrique verte (plus de 20 ans).

L’action du consortium a été boostée à cause de son alliance avec des partenaires stratégiques composés d’organisations faitières du mouvement paysan. Pour le Mali, il s’agit de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP), coorganisatrice de cet important évènement.

Le département ministériel à travers ma personne tient à remercier l’APCAM et la CNOP qui sont des acteurs importants qui nous ont accompagnés dans l’élaboration de la Politique de Développement Agricole (PDA) et la Loi foncière agricole du Mali dont le processus se trouve dans sa phase terminale.

Mesdames, Messieurs,

Un demi-siècle après nos indépendances, la participation et la consultation citoyennes sont devenues une exigence démocratique, une donnée cruciale en dehors de laquelle toute politique publique intègre d’office les germes de son échec.

Une innovation majeure de ce projet, visible à travers la composition des participants à cet atelier est d’une part, de favoriser un dialogue fécond d’abord à un niveau décentralisé entre élus locaux et organisations paysannes pour la prise en charge de l’insécurité alimentaire. D’autre part, c’est l’exercice d’articulation des enjeux locaux aux politiques publiques.

Cette approche reste un levier important pour aborder l'insécurité alimentaire en s'attaquant aussi bien à ses déterminants conjoncturels (pluviométrie, attaques aviaires, etc.) qu'à ses déterminants structurels (options politiques, facteurs culturels, tendances sociales lourdes). En effet le Sahel fait face à des crises récurrentes d'insécurité alimentaire.

Les plus graves crises de la dernière décade sont celles liées à la hausse des prix de 2008 et les crises de 2010 ; 2012 et 2014 liées au déficit pluviométrique. Face à ces chocs, les Etats ont toujours été aux cotés des populations. Toutefois, il importe de reconnaître les capacités et formes de résilience qui ont été développées par les populations elles mêmes notamment en milieu rural. Ce terreau d'initiatives locales qui est la conjugaison multifactorielle d'actions réelles initiées par les populations constitue un substrat approprié pour les politiques au niveau de nos différents pays.

Mesdames, Messieurs,

La définition et la mise en œuvre des politiques publiques notamment dans le secteur de la sécurité alimentaire nécessitent un préalable, qui est en soi un chantier à entretenir en permanence. **Il s'agit de la Paix.** Ainsi, l'originalité du projet réside pas qu'il couvre les zones transfrontalières de plusieurs pays.

La prise en compte de cette dimension a un double mérite. D'une part elle met en évidence des échanges transfrontaliers dans les stratégies locales de sécurisation alimentaire. D'autre part, la tenue d'évènements de ce genre à l'échelle des pays et des organisations de la société civile locale, est un facteur concret de connaissances mutuelles, d'intégration sous régionale, de cohésion sociale et de consolidation de la paix.

Sur ce point précis, sachez que vous pouvez compter sur le Gouvernement du Mali, comme soutien à la consolidation de la paix qui est le premier facteur de développement et à l'intégration régionale dont ce Centre qui abrite cette rencontre en est un symbole.

L'amélioration des conditions de vie des populations au Sahel est notre but. Il est impératif d'y parvenir car les récents naufrages d'embarcations de fortunes avec le lot de pertes de vies de notre jeunesse est une interpellation à la conscience collective.

Mesdames, Messieurs,

L'essentiel des travaux de cet atelier portera sur les données issues de la base : Téra (Niger), Kaédi (Mauritanie), Dory (Burkina Faso), Yélimané, Kayes (Mali), Kidira, Bakel (Sénégal) et Sélibaby (Mauritanie).

Je vous invite durant ces deux jours de travaux à bien apprécier le génie des acteurs locaux et à bien sélectionner les initiatives les plus pertinentes pour servir de modèles dans l'élaboration des politiques et programmes.

Mon Département est ouvert à tout dialogue et est à votre écoute.

Mesdames, Messieurs,

Je ne saurais terminer sans féliciter les coorganisateur de cet atelier à savoir la CNOP et le Consortium de mise en œuvre du projet DIAPOCO.

Je remercie tous les partenaires qui ont accepté de financer l'atelier, notamment, la France à travers l'AFD et le Service de coopération de l'ambassade de France, ainsi que le CCFD- terre solidaire.

Mes remerciements et encouragements vont également à l'ensemble des participants : élus locaux et nationaux, organisations paysannes locales, régionales et faitières et les services techniques des différents états ici présents.

Au cours de ces deux jours, des débats et échanges divers vont avoir lieu. Je reste convaincu que grâce aux efforts de tous les participants que cet atelier parviendra à des conclusions fructueuses.

Sur ce, je déclare ouvert l'atelier sous régional sur la sélection des initiatives d'exploitations familiales pour une capitalisation active.

Je vous remercie de votre attention.

Annexe 4 : Liste de présence




POUR L'EMERGENCE D'UN DIALOGUE POLITIQUE CONCERTÉ SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS DU MALI, DE LA MAURITANIE, DU SENEGAL, DU NIGER ET DU BURKINA FASO (DIAPOCO)

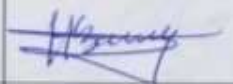
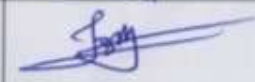
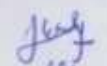
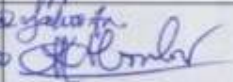
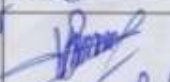
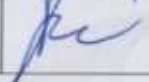
Atelier sous régional sur la sélection des initiatives d'exploitations familiales pour une capitalisation active, Co organisé avec la CNOP au Centre Régional d'Energie Solaire (CRES), Bamako les 27 et 28 avril 2015

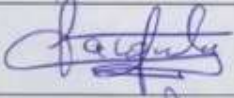
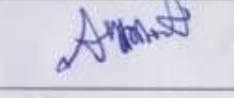
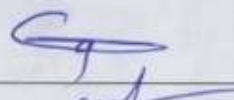
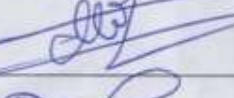
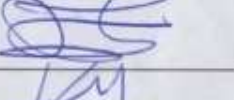
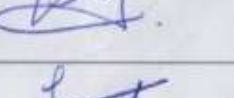
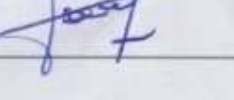
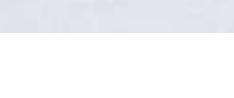
Type d'activité : ☐ Formation ☐ Forum ☐ Réunion ☒ Atelier ☐ Autre : (préciser)

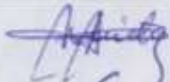
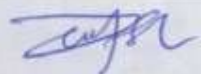
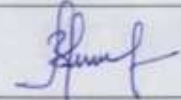
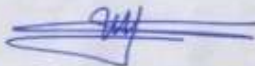
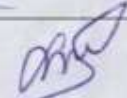
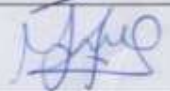
♦ Nom de l'événement : *Atelier sous Régional*
 ♦ Date et lieu de l'événement :
 ♦ Nombre de participants :
 ♦ Programme(s) d'imputation :
 ♦ Responsable :

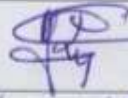
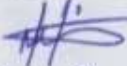
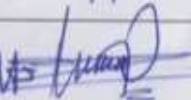
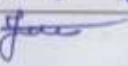
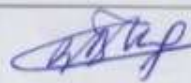
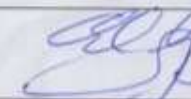
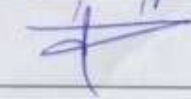
Liste de Présence

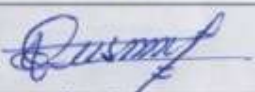
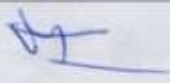
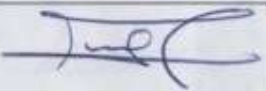
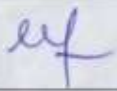
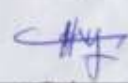
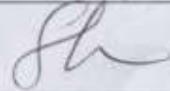
N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/Structure	Localité	Contact (Tel. et/ou Email)	Signature
1	<i>Noumoune Soudibé</i>	<i>Adjoint au Maire</i>	<i>Kayes</i>	<i>76 672 594</i>	<i>[Signature]</i>
2	<i>Ledy Khangué</i>	<i>Haut conseil de l'Etat</i>	<i>Kayes</i>	<i>76 371 756</i>	<i>[Signature]</i>
3	<i>Baby Komon</i>	<i>chargé Propan</i>	<i>Kayes</i>	<i>76 011 955 62 30 17 41</i>	<i>[Signature]</i>

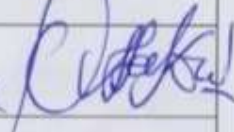
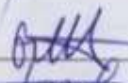
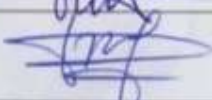
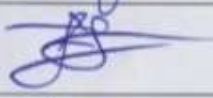
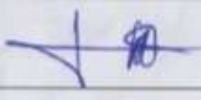
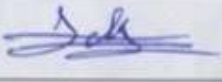
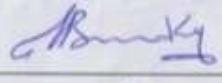
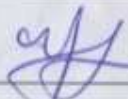
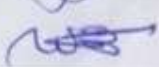
N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/Structure	Localité	Contact (Tel. et/ou Email)	Signature
4	Barry Hawa	Présidente de la Fédération	Kayes	76012392 98187474	
5	Issiaka B. Nagara	Directeur des services RHK / RHK	Kayes	79384955	
6	Koman Keita	Animateur Radio Rurale	Kayes	73-13-12-52	Koman
7	Fouéré Kouaté	Vice présidente coordination AMMA Kayes	Kayes	66763114 71-26-1404	
8	Soumana Ibrahim	1 ^{er} Adjt. Maire	Téra/Niger	00227 3007404 ibrahima@yahoo.fr	
9	Aboubacar Mamadou Kouma	Chef de Division DGA Repr. Ministère de l'Agricul.	Niamey/Niger	mkomna_aboubacar@yahoo.fr 002279628707/00381050	
10	Bassou Nouhou	Secrétaire Exécutif ACSSA	Niamey/Niger	96039977/30501535 bassou@gmail.com	
11	DIALLO Amadou	APROSSA/IST	Burkina Faso	70246004 afriqueverte@orange.com	
12	Gilles Mercedier	Afrique Verte France	Montreuil	+33622949585	

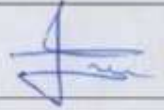
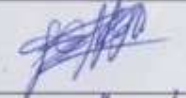
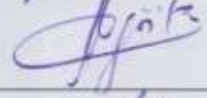
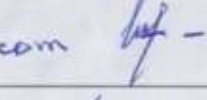
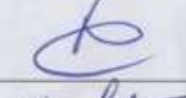
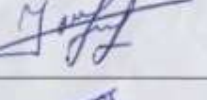
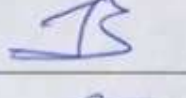
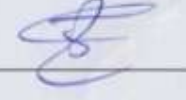
N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/Structure	Localité	Contact (Tel. et/ou Email)	Signature
13	KI Philippe de Kasse	Coordinateur APROSSA Afrique Verte Burkina	Ouagadougou	00226 70423431 afriqueverte@gmail.com	
14	Hajirata Khalid Di	Reire / ATAG	Silibaby / RIT	00226 66436471 hajiratakh@yahoofr	
15	Bealet Saprota Coulibaly	Représentante Ses fam Be	Banako	smasosfam.org	
16	Soumana Krom TB	Coord. Technique ENR	Tvoh	enrkonton1@yahoo 76380878	
17	Demoula Doudou Guye	S.G. AUW	Neghams (Nambij)	00222 4692860	
18	Mhamed Nalmond et Rabah	SG FEG	Kaedi	46762049	
19	Abdramane Sow	Researcher Bakel/KANEL	Balel Kane	00221754666	
20	KANAZOE Ya comba	Secrétaire Permanent Confédération Fédération du Faso	Ouagadougou/ Burkina Faso	00226 70268192	
21	Mou Hamidou Fati Amadou	Présidente Fédération Fédération Niger	Niamey / Niger	0022796270797	

N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/Structure	Localité	Contact (Tel. et/ou Email)	Signature
22	DIABY MARIETOU	DIRECTRICE ACORD MALI	BAKKO	6674 0170 marietou.dinby@ acordinternational.org	
23	Wassa Siré	Maire Adjoint	Lembou cane' (Sénégal)	221 775711976 wassasire5@yahoo.fr	
24	Diakité Mouso	SG CUCG	Soliba dy Mauritanie	44 55 70 37 diakitemouso@gmail.com	
25	Mochan BA	Reseau CLCOP/ Bakel - Kanel SENEGAL	KIDIRA SENEGAL	77 435 89 35 mochanba@hotmail.fr	
26	Hamady BOCAR Diallo	Reseau CLCOP/BAKEL - Kanel SENEGAL	BAKEL SENEGAL	00221 77640 0043 diaboamadi@yahoo.fr	
27	cheikhna CAMARA	Maire Commune Ballou (Sénégal)	Ballou SENEGAL	00221 778478445 cheikhna.camara@yahoo.fr	
28	MAR NGOM	APPUITECHNIQUE FONGS/THIES	THIES-SENEGAL	mar_ngom@yahoo.fr 776586498	
29	Soloba Mady KEITA	Adt. AOPPR Kayer	Kita	solobamadi@yahoo.fr +223 66980514	
30	HEBIE Issaïba	Responsable programme	Guarga/ Burkina Faso	00226 70286868 hebiebis@gmail.com	

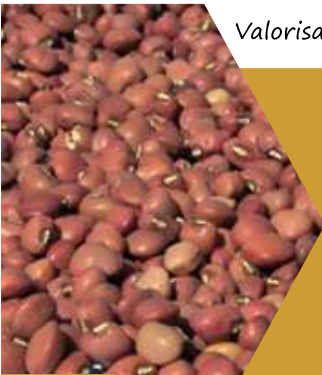
N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/Structure	Localité	Contact (Tel. et/ou Email)	Signature
31	Ly Moussou	Charge d'animation Grds Bakel.	Bakel.	002611 10 33 moussou.ly@gdrd.org	
32	Hamidou Hama	Responsable Union Régionale Koulikoro	Sékou. B. F	00226 70712780	
33	Hama Sambou	Secrétaire Général Délegation spéciale Burkina Faso	Tiptaké - Burkina Faso	00226 70553282 76703334	
34	Aminata Seydou	Animatrice Radio Ziptaké F1 de Tera	TERA/Niger	00227 96470120	
35	Parkouy Amara Kouka	Coordonnateur du CRACLG ANPG	NAESi Mauritanie	00222 46505020 parkouy@yaho.fr	
36	Maïga Z. Idrissa	Collectivités Territoriales	Seytenga - Burkina Faso	00226 74236973	
37	Elhadji NDIAYE	Charge de programmes GRJR - MR	Solihou Mauritanie	elhadji.ndiaye@grjr.org	
38	Sidi Sadou	Charge d'Animation	Tera/Niger	Sadounmaïga@gmail.com	
39	Hamadou Noussa	Président de la Fédération Tera Niger	Tera - Niger	00227 37349109	

N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/Structure	Localité	Contact (Tel. et/ou Email)	Signature
40	Boubacar Ousseini	chargé Animation Fédération Moosibon	Tera/ Ngu	0022796346840 boubacarousseini@yahoo.fr	
41	DIARRA Idrissa	animateur à Radio jiiide fm Bakel/Sigé	Bakel/sigé	00221774431369 ididiarra@yahoo.fr	
42	Bar Ousmane Abdoulaye	Président de l'union des éleveurs	Narkoye/Burkina Faso	0022670189386 0022679148884	
43	Quédraogo Salomata	Présidente des femmes agricultri ces	seytenga/Burkina Faso	010 811721	
44	Mariam DOUKOURE	Responsable Capitalisation DIAPOCO	Mali/ BAMAKO	69791012	
45	DIONE Amame	chargé Programme DIAPOCO Kps/abak	Koyes	66510867	
46	Marian Thari	LEBOR	Bamako	76242660	
47	Moussa Maiga	LEBOR	Bamako	76266503	
48	Moussa MAGASSA	Journal du Mali	Bamako	70144261	

N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/Structure	Localité	Contact (Tel. et/ou Email)	Signature
49	Atta Kone	Journaliste www.Nation	Bamako	76419408 Atta.Kone@gmail.com	
50	Kassim Sani	Journaliste	Bamako	76325313 kassim.sani@gmail.com	
51	Modibo Kone	Journaliste	Bamako	66-66-87-08	
52	Cheikh Traore	Journaliste	Bamako	65124749	
53	Bourama Traore	Journaliste	Bamako	66-77-65-26	
54	Mountaga Zide	Journaliste	Bamako	76027962	
55	Traore G. Boura Coulibaly	Gide.	Bamako	65-26-09-08	
56	Issadou Lamine	Culteur	Bamako	76030152	
57	HAWA WAR	Chargée d'animation DIAPOCO	Nauritane	hawawar@gmail.com 46547374	

N°	Nom et Prénom (s)	Fonction/Structure	Localité	Contact (Tel. et/ou Email)	Signature
58	Berthe Djaneta	Secrétaire au Grdr Kouzes	Kouzes	62 74 34 80-76 87 4/196	
59	Le Cor Yvan/Maria	Coord. Grdr M. - Marie Cécile D'Arce	Bikou	+245 908 57 06	
60	Katrine Mohamed Moussa Diakite	Comptable Grdr Bamako	Bamako	76 28 66 03 mohamed.diakite@grdr.org	
61	Mamadou GOITA	Dir. Jeune IZPA Fédération	Bamako	7 602 39 45 / 66 74 97 21 mamadou_goita@yahoo.fr	
62	Issaka Abdoulaye	Coordonnateur Technique PFPN	Niamey	00227 96 49 43 09 issaka.abdoul@gmail.com	
63	Yvan Le Cor	Grdr	Bikou	+245 908 57 06	
64	Oumar Coumaré	AOPP	Bamako	oumar_coumare @ hotmail.fr 76 17 08 45	
65	de JACQUELOT Florian	cd M portenariul- CCFD -	Paris	f.dejaquelet@ gmail.com	
66	Dimba Sma	Grdr Drapeco	Bamako	dimba.sma@grdr.org 00223 95 47 22 27	

Annexe 5 : Exemple de fiche de présentation en travaux de groupe



Valorisation des productions locales et des ressources naturelles

La conservation du niébé rouge

La question de la gestion et de la conservation des stocks est primordiale dans la sécurité alimentaire des ménages. Le niébé rouge est une spéculaton importante pour les familles paysannes de Dori (Burkina Faso). Néanmoins, il est sujet à de nombreuses attaques qui occasionnent des pertes considérables post-récolte. Grâce à la pratique d'une méthode ancestrale, le Groupement Fadootobe Djawdi garantit un stock de qualité 4 à 5 mois après les récoltes.

En bref

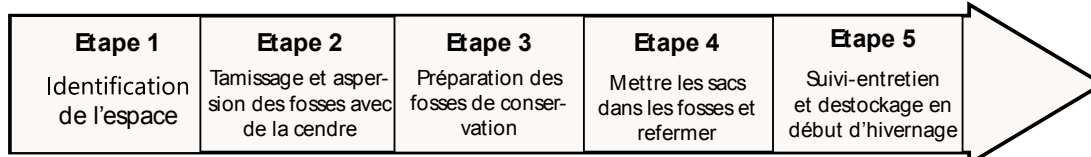
Lieu : Commune rurale de Seytenga dans le Seno (Dori). Sol past très riche, sablonneux et une pluviométrie capricieuse. Présence d'un barrage.

Durée de l'initiative : chaque année après les récoltes et se termine en début de saison pluvieuse.

Groupement Fadootobe djawdi

Le groupement Fadootobe de Seytenga a été créé à l'initiative de femmes engagées qui souhaitent renforcer les activités génératrices de revenus (maraîchage, commercialisation du Niébé) dans le Seno. Il est composé de 22 membres actifs.

Processus de mise en oeuvre de l'initiative



Réussites

- Disponibilité d'un stock de qualité et intact après 4 ou 5 mois de conservation
- Vente du Niébé à des prix rémunérateurs
- Disponibilité du Niébé sur une longue période de l'année

Difficultés

- Attaques de termites
- Indisponibilité de la main d'oeuvre pour la réalisation des fosses
- Les fosses sont réalisées par les femmes
- Promotion par les services techniques de conservation (sacs à triple fonds)

A retenir

Principale innovation : Savoir-faire peu coûteux et efficace.

Conseils : Déterrer la fosse avant les premières pluies. Éviter que de l'eau soit versée sur la fosse ou à côté. Éviter de faire la fosse à un endroit fréquenté par les hommes et les animaux.



POUR L'EMERGENCE D'UN DIALOGUE POLITIQUE CONCERTÉ SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS DU MALI, DE LA MAURITANIE, DU SENEGAL, DU NIGER ET DU BURKINA FASO

Annexe 6 :Composition des groupes de travail

Groupe 1

Pays	Prénom et nom	Localité	Structure	Fonction
Niger	Issaka Abdoulaye	Niamey	Plateforme Nationale des Paysans du Niger	Coordinateur
Mauritanie	Hadjiratou Ba	Sélibaby	Association des maires du Guidimakha	Trésorière
Mali	LadjiNiangané	Kayes	Haut Conseil des collectivités	Rep. région Kayes
Niger	Aboubakar Mamadou K	Niamey	Direction Planification Agriculture	Chef de Division
Burkina Faso	Ouédraogo Salmata	Seno/Seytenga	Groupement des Maraîchers	Présidente
Mauritanie	Mamadou Daouda Gueye	Maghama	Association des Usagers du Walo	Secrétaire Général
Sénégal	Amady Diallo	Bakel	Réseau CLCOP Bakel/Kanel	Président
Mali	Mme Diallo Founé Konaté	Kayes	Fédération Asso féminines Céréales	Vice Présidente
Mauritanie	HawaWar	Kaédi	Grdr/Diapoco	Chargée d'animation
Mali	AssaneDione	Kayes	Grdr/Diapoco	Chargé programme
Sénégal	Idrissa Diarra	Bakel	Radio Jida	Animateur

Groupe 2

Pays	Prénom et nom	Localité	Structure	Fonction
Mali	SoumanaKanta	Bamako	CNOP	Coordinateur
Burkina Faso	Maiga Z Aziz koutchè	Seno/Seytenga	Commune de Seytenga	
Sénégal	Ciré Wassa	Demancané	Commune de Démancané	Adjoint Maire
Burkina Faso	Ba Ousmane	Oudalan/Markoye	Groupeement des Eleveurs	Président
Niger	Boubacar Ousseïni	Téra	Union de la Fédération Mooriben	Animateur
Sénégal	Bocar Ba	Kidira	CLCOP Bélé	Secrétaire Général
Mali	IssagaMagassa	Kayes	Réseau des horticulteurs de Kayes (RHK)	Directeur
Sénégal	Moussa Ly	Bakel	Grdr/Diapoco	Chargé d'animation
Burkina Faso	Hebiélssiaka	Ouagadougou	APROSSA/Diapoco	Chargé programme
Niger	Aminata Seybou	Tera	Radio Liptako	Animatrice Radio

Groupe 3

Pays	Prénom et nom	Localité	Structure	Fonction
Sénégal	Mar Ngom	Thiès	FONGS	Appui Technique
Burkina Faso	Hama Samboal	Yagha/Titabe	Commune de Titabé	
Niger	Soumana Idrissa	Téra	Commune de Tera	1er vice maire
Mali	Noumou Sidibé	Liberté Dembaya	Commune de Liberté Dembaya	Adjoint Maire
Niger	Hamadou Moussa	Goundey	Fédération TaasuBanci	Président
Mauritanie	Moussa Diakhité	Khabou	Collectif Unions Coopératives Guidimakha	Secrétaire Général
Sénégal	Abdrahmane Sow	Orkadiéré	Réseau CLCOP Bakel/Kanel	Vice Président
Mali	Oumar Koumaré	Bamako	AOPP	
Niger	Sadou Sidi	Tillabery	AcSSA/Diapoco	Chargé d'animation
Mali	Koman Barry	Kayes	AMASSA/Diapoco	Chargé programme
Burkina Faso	BERE Michel	Dori	Radio Grand Nord	Directeur
France	Florian De Jacquilot	Paris	CCFD-Terre solidaire	Chargé de mission

Groupe 4

Pays	Prénom et nom	Localité	Structure	Fonction
Burkina Faso	YacoubaKanzoé	Ouagadougou	Confédération Paysanne du Faso (CPF)	Secrétaire permanent
Mauritanie	Bakary Koita	Kaédi	Association maires parlementaires Gorgol	Coordinateur
Sénégal	Cheikhna Camara	Golmy	Commune de Ballou	Maire
Burkina Faso	Ly Hamidou	Yagha/Sebba	Union Régionale de groupement de commercialisation de céréales	Président
Niger	FatiHamidou	Niamey	Fédération Transformatrices de céréales	Chargée organisation
Mauritanie	Mouhamad Mahmoud Rajeule	Kaédi	Fédération des éleveurs du Gorgol	Secrétaire Général
Mali	Awa Barry	Kayes	Coordination des Associations féminines transformatrices	Présidente
Mauritanie	El Hadji Ndiaye	Sélibaby	Grdr/Diapoco	Chargé programme
Burkina Faso	Diallo Amadou	Sahel/Dori	APROSSA/Diapoco	Chargé d'animation
Mali	Koman Keita	Kayes	Radio rurale de Kayes	Animateur Radio

Annexe 7 : Rapport du Groupe de travail n° 1

Adaptation aux Changements climatiques

Président : Mme Diallo Founé Konté (FédAsso Féminines Transformation Céréales)
Rapporteur : Idrissa Diarra (Radio Jida)

Méthodologie

Faire l'analyse de chaque initiative en cohérence avec les critères d'éligibilité et de discrimination. Une grille de notation de 0 à 5 a été utilisée par critère pour chaque initiative et la moyenne de la pondération calculée à la fin. Chaque membre du groupe doit argumenter la note attribuée à une initiative pour un critère donné.

Vérification des critères principaux

Critère 1 : Prise en compte des enjeux de territoire /Dimension politique

Agro écologie

Avec les déficits pluviométriques, cette thématique peut intéresser les politiques pour le portage de plaidoyer. L'initiative répond aux enjeux de territoire empêche la dégradation des sols. Ce qui diminue l'utilisation des produits chimiques néfaste à la santé humaine.

Lutter contre la dépendance en intrants c'est une bonne chose, thématique intéressant l'Etat, les OP deviennent de plus en plus indépendants en produisant leur propre semence. Agro écologie augmente les revenus des producteurs (des économies faites sur l'achat de semences importées) et permet de lutter contre l'insalubrité des villages (collecte gousses de vaches éparpillées partout).

Gestion d'une forêt villageoise

Des populations prennent à leur niveau une initiative prise pour gérer la forêt de leur territoire et protéger l'environnement. Une compétence transférée réellement prise en compte par des CL engagée à protéger l'environnement. Dans le sahel sans les barrages (ex commune de colombia) sans les barrages, les villages allaient disparaître (car il ya la remontée de la nappe phréatique).

Situation dans une zone du Karokoro(en sonké la grande marre) qui peut être une opportunité de développer de projet transfrontalier qui peut servir les villages des pays situés dans la zone. La photo n'est que du béton armé ; mais il s'agit d'un moyen d'adaptation qui nécessite d'être répliqué pour porter le discours

L'eau d'un bassin est une ressource commune, d'où l'intérêt de faire un plaidoyer pour que les Etats réalisent des aménagements. Pour les problèmes, certains sont spécifiques à la Mauritanie(le cas de la divagation animale) mais dans les autres pays la divagation animale. C'est important, car elle favorise de développement des exploitations familiales et le développement communautaire

Le compostage : fertiliser les sols

Favorise la protection du sol. La contrainte est que cela nécessite beaucoup d'eau, avec les aléas climatiques. L'absence d'eau en une semaine provoque l'assèchement et les des cultures. Même si les techniques exigent la collecte d'une quantité importante et une forte main d'œuvre cependant de nos jours on peut faire le compost sans la fumure.

Le compost permet d'améliorer les rendements et de produire des produits qualité au marché local. Il fertilise les sols à moindre coût et permet d'avoir un produit bio qui se conserve sur plus longue période.

Le compost peut être une alternative aux engrais chimiques, moins de dépendance. Les subventions de l'Etat en engrais chimiques constituent des dépenses qui n'enrichissent que les firmes.

Agriculture et élevage

On ne peut pas faire de nos jours l'élevage et l'agriculture, il est nécessaire d'intégrer l'agriculture et l'élevage (la valorisation des résidus agricoles). Cette initiative a un caractère individuel, c'est une bonne chose certes pour sécuriser le bétail face au déficit pluviométrique (manque de fourrages) mais le support(le film) ne permet de juger la pertinence de sa réplique.

Même si l'initiative vient d'un individu, elle permet d'assurer la SA de sa famille, de la communauté et ça peut réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs

Agroforesterie et élevage

Initiative intéressante, elle intègre l'élevage et l'agriculture. Ce n'est pas évident qu'un paysan fasse du reboisement. Revoir l'échelle de la réplique, il s'agit d'un cas de plusieurs activités à la fois (agriculture, élevage, foresterie...) même si elles se poursuivent et sont complémentaires.

Le sorgho Ndary

La consommation n'est pas forte dans quelques zones au Niger
Un type de variété qui a tendance à disparaître, les conserver et les préserver. Une variété qui résiste à une certaine insuffisance pluviométrique (réponse aux changements climatiques).

Critère 2 : Portage par des exploitations agricoles familiales

Toutes les 7 initiatives sont portées par des exploitations agricoles permettant la consommation des familles, du groupement ou de la communauté.

Critère 3 : dimension alimentaire nourricière

Toutes les initiatives ont une dimension nourricière, mais à des niveaux différents selon les contextes :

- Le sorgho est consommé par une minorité au Niger contrairement aux autres pays du sahel
- L'agro écologie et le compost permettent de faire une culture bio et d'avoir des produits sains à consommer
- L'agroforesterie et l'agriculture et élevage permet d'augmenter à la fois la production agricole et d'élevage (lait, viande)
- La gestion forestière permet de protéger l'environnement, mais a une fonction nourricière limitée

Critères 4 : Valorisation des ressources des territoires

Les 7 initiatives traitées par le groupe portent toutes sur la valorisation des ressources des territoires (Terres et eaux; Végétaux et animaux, les personnes) mais si on considère le fait que l'accent est mis sur les ressources abondantes, la gestion de la forêt viendra en premier lieu suivi du barrage de Sabouciré.

Dernier classement sur la base des critères secondaires

Initiative	Critères principaux	Critères secondaires	Total note	Rang
Sorgho N'Dary	121,5	80	201,5	1 ^{er}
Agro écologie Tropicale	125,5	73	198,5	2 ^{ème}
Compostage	115,5	80,5	196	3 ^{ème}
Agriculture et élevage	112	72	184	4 ^{ème}
Agroforesterie et élevage	108	76	184	4 ^{ème}
Barrage	119	64	183	6 ^{ème}
Gestion d'une forêt villageoise	128	53	181	7 ^{ème}

Annexe 8 :Rapport du Groupe de travail n° 2

Souveraineté en matière de semences

Président : Ousmane BAH

Rapporteurs : IssiakaBôh MAGASSA

La méthodologie : le Groupe s'est mis d'accord de noter es initiatives en attribuant une note consensuelle allant de 1 à 4 pts par critère.

1 : Faible / 2 : Moyen / 3 : Bon / 4 : Excellent

Initiatives Critères	Production de semence d'oignon violet de Galmi – URCAK (Kayes- Mali)	Production de semence de base Réseau CLCOP (Bakel- Kanel/Sénégal)	Production de semences locales – AOPP (Kayes)	Production de semences locales- Groupement villageois Mougnal - Dori (Burkina)
CRITERES PRINCIPAUX (CRITERES D'éligibilité)				
Prise en compte des enjeux des territoires	4	4	4	4
Portage par des exploitations familiales	2	2	1	4
Dimension alimentaire	1	2	1	2
Valorisation des ressources du territoire	1	2	2	3
S/TOTAL	8	10	8	13
CRITERES SECONDAIRES				
Durabilité économique sociale et environnementale	2	2	1	3
Faisabilité de la réplication	1	3	2	4
Marge d'innovation : potentiel d'amélioration	1	2	1	2
S/TOTAL	4	7	4	9
TOTAL	12	17	12	22

Décision : Ont été retenues les deux initiatives ayant les meilleurs scores.

Annexe 9 :Rapport du Groupe de travail n° 3

Valorisation productions locales et ressources naturelles

Président du groupe: Mar Ngom (FONGS)

Rapporteur: Moussa Diakité (CUCG)

Méthodologie

Chaque membre du groupe a fait un premier classement à partir des critères d'éligibilité

Mise en commun des sélections individuelles pondérées avec les critères discriminatoires en brainstorming.

Donner les motivations pour certaines initiatives.

Classement individuel

- | | | | | |
|--------------------------|-------------------|-----------|---|-----------------------------|
| • Production nana | 2,9,4,9,9,9,1,9 | 61 points | • Maraichage sous pluie : 3,4,5,1,1,1,1,6,1 | 23 points |
| • Conservation lait | 4,7,7,4,4,7,6,2,7 | 48 points | • Niébé Rouge | 8,1,8,8,5,2,2,7,3 44 points |
| • Valorisation balanites | 6,3,3,6,8,6,5,3,8 | 48 points | • Banane | 9,6,1,7,7,8,7,8,6 59 points |
| • Transformation fonio | 7,5,6,2,3,5,8,4,2 | 42 points | • Péri pneumonie bovine | 1,8,9,5,6,3,4,9,5 50 points |
| • Farine fortifiée | 5,2,2,3,2,4,3,5,4 | 30 points | | |

Classement définitif suivant les critères d'éligibilité

- 1- Maraichage sous pluie
- 2- Farines fortifiées
- 3- Transformation du fonio
- 4- Niébé rouge
- 5- Conservation du lait
- 6-Valorisation fruits balanites
- 7- Banane
- 8- Production de Nana

Initiatives	Pertinence	Durabilité	Reproductivité/ faisabilité	Avantage (effet/impact)	Politique
Maraichage sous pluie	- Répond au problème d'insécurité alimentaire - Augmentation des revenus	- Socialement accepté - Economiquement rentable - Sans la dégradation de l'environnement	- Existence de pré acquis, - disponibilité de l'expertise locale - accessibilité et disponibilité - existence d'une large gamme de spéculation et de variétés - disponibilité des facteurs de production (puits, fleuves) - existence des technologies de rétention d'eau	- Renforcement de la cohésion sociale - Autonomie des femmes - Disponibilité des produits maraichers (légumes) - Amélioration des légumes - Diversification alimentaire - Augmentation des revenus	- Sécurité et souveraineté alimentaires - équité dans les infrastructures - équité de genre
Farines fortifiées	- Réponse à la carence alimentaire des enfants et des malnutris - Valorisation des produits locaux	- Socialement accepté - Economiquement rentable - Méthodes de fabrication respectant l'environnement	- Technologie maîtrisée - Disponibilité et accessibilité de l'expertise locale - Technologie non compliquée - Disponibilité des produits localement	- Contribue à la réduction des malnutris - Augmentation des revenus des femmes - Création d'emplois -	- Dimension nutritionnelle de la sécurité alimentaire - Valorisation des produits locaux (importation)

Initiatives	Pertinence	Durabilité	Reproductivité/ faisabilité	Avantage (effet/impact)	Politique
Transformation du fonio	- Réduire la pénibilité du travail du fonio - Valorisation du produit local -	- Socialement accepté - Economiquement rentable -	- Technologie accessible et disponible - Technologie répliquable et non compliquée	- Contribue à la réduction des malnutris - Augmentation des revenus des femmes - Création d'emplois - Renforcer les valeurs culinaires - Amélioration de la filière fonio	- Politique de diversification agricole
Niébé rouge	- Réponse aux difficultés de conservation du Niebé - Réponse à la qualité de Niebé - Réponse à la perte des semences locales	- Accepté par tous - accessible à tous -	- Technologie accessible et disponible - Technologie non polluante et améliorabile - Technologie Adaptable et reproductible	- Disponibilité et qualité des semences - Amélioration de la qualité du niebé - Amélioration des revenus - Diversification des plats culinaires - Conservation de la biodiversité	- Politique de biodiversité - Stratégie nationale de conservation des semences

Annexe 10 :Rapport du Groupe de travail n° 4

**Amélioration de la productivité du travail à travers des prix stables et rémunérateurs,
Concertation, information, sensibilisation**

Président : Monsieur Bakary KOITA

Rapporteurs : Yacouba KANAZOE et Awa BARRY

Les membres du groupe : 10 membres au total

Nom de l'initiative	Critères principaux				Critères secondaires			Décision
	Enjeux du territoire / dimension politique	Portage par les EAF	Dimension alimentaire (nourricière)	Valorisation ressources du territoire	Durabilité économique, sociale et environnementale	Faisabilité de la réplication	Marges d'innovation, potentiel d'amélioration	
Partie 1 : Amélioration de la productivité du travail à travers des prix stables et rémunérateurs								
L'expérience du warrantage	OK	OK	OK	OK	OK	OK dans les zones de forte production	Néant, pas de marge d'innovation	1 ^{ère}
Stockage et commercialisation de produits céréaliers	OK	OK mais interférences par des commerçants	OK	OK	OK, mais ne prend pas suffisamment en compte l'aspect social	initiative ancienne et répliquable dans les villes avec de moyens importants	Néant	2 ^{ème}
Commercialisation de la patate douce	OK, mais culture de rente, orientée vers le marché	OK, mais les producteurs n'ont pas de force de négociation	Néant pas le principal objet	OK	Faible durabilité et peu respectueuse de l'environnement	Difficile	Néant	3 ^{ème}

Nom de l'initiative	Critères principaux				Critères secondaires			Décision
	Enjeux du territoire / dimension politique	Portage par les EAF	Dimension alimentaire (nourricière)	Valorisation ressources du territoire	Durabilité économique, sociale et environnementale	Faisabilité de la réplication	Marges d'innovation, potentiel d'amélioration	
Partie 2 :Concertation, information, sensibilisation								
Femmes et accès au foncier de l'Union des coopératives agricoles de Kayes	OK dans le domaine du foncier	Non concerne des OP	OK	OK	OK	OK	OK, innover en arriver in fine que les femmes individuelles disposent de documents	2 ^{ème}
Concertation pour la GRN initiée par les collectivités locales frontalières du Burkina et du Niger	OK	OK, même s'il est indirect, les bénéficiaires sont des exploitants familiaux	OK	OK	OK	OK	OK, importante et peut susciter l'adoption de textes au plan sous-régional	1 ^{ère}
Réseau des radios de proximité du Sahel, Dori, région du Sahel au Burkina		Non	Dimension transversale	OK	Non pas obligatoirement social	OK mais nécessite une multiplicité de radios	Permet d'accroître le rayon d'action et donc la couverture d'une importante zone	3 ^{ème}